
Evolutions et applications des politiques municipales de la ville de Pékin vis-à-vis des logements souterrains (dixiashi). / Evolutions and implementations of municipal policies regarding underground housing (dixiashi) in Beijing.

Emmanuel Caron*¹

¹École des hautes études en sciences sociales (EHESS) – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), École des Hautes Études en Sciences Sociales [EHESS] – 54, boulevard Raspail 75006 Paris, France

Abstract (in French and English)

Since the promulgation in 1984 of a policy forcing a wide range of private buildings to include civil air defense shelters, the amount of public underground space skyrocketed in Beijing. While some of this space remained directly used by the Civil Defense Bureau, an important part has been rented out to entrepreneurs for business purposes; a considerable chunk of which being in turn developed as a form of housing. The mere success of this form of housing among migrants progressively led the municipality to try to hinder its further development before trying to eradicate it in 2011 under pretenses of safety issues and national interest. According to official estimations, there are still several hundred of thousand inhabitants living underground in Beijing up to this date. To explain this phenomenon, we will look at the history of these policies and focus on the contradictory interests of several government agencies at the municipal level and at the difference in how these policies are carried out at the district level. We will base our argument on a review of municipal regulations as well as on observations and interviews conducted between 2011 and 2014 in Beijing underground spaces. Depuis le lancement en 1984 d'une politique forçant un grand nombre de nouvelles constructions privées à inclure des abris anti-aériens, la quantité d'espace souterrain public détenu par le Bureau de la Sécurité Civile de Pékin a très fortement augmenté. Une partie de cet espace a été loué à des entrepreneurs dont certains en ont fait une forme de logement. Le succès du logement souterrain auprès des migrants a progressivement conduit la municipalité à freiner son développement puis en 2011 à tenter d'y mettre un terme sous prétexte de l'intérêt national et de la dangerosité de l'occupation de ces espaces. Selon une estimation officielle, il y a pourtant encore aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de personnes résidant en sous-sol à Pékin. Pour expliquer ce phénomène, nous nous tournerons vers l'historique de ces politiques municipales et mettrons l'accent sur la divergence des intérêts de certaines branches de l'administration municipale ainsi que sur les différences d'application de ces politiques au niveau du district. Nous nous baserons sur une étude des régulations municipales mises en regard d'observations et d'entretiens menés entre 2011 et 2014 dans ces espaces souterrains à Pékin.

*Speaker

Keywords: Dixiashi, underground housing, municipal policy, migration, population control, Beijing, China